

l'avantage de l'ensemble de la collectivité. Un autre comité du gouvernement des États-Unis qui a présenté son rapport à peu près en même temps que la Commission de l'alimentation est le Comité consultatif des affaires du consommateur. Il a recommandé la création d'un ministère des Affaires du consommateur, mais non sans une profonde division, une minorité refusant de se rallier à l'idée. Ces personnes étaient néanmoins toutes bien disposées envers le consommateur.

M. WHELAN: Permettez-moi de signaler que la province d'Ontario appelle son ministère «Agriculture et Alimentation». Je pense, en outre, que le coprésident serait d'un autre avis s'il avait été plus mêlé à l'agriculture.

Le sénateur CARTER: J'ai encore une question à poser et je céderai la parole à M. Whelan. Votre Commission a mené une enquête sur les timbres-primés et les problèmes qu'ils posent et elle a constaté que ces timbres n'accroissent pas les ventes de ceux qui les utilisent. Avez-vous mené d'autres enquêtes sur l'emploi d'autres trucs ou modes de réclame?

M. BRANDOW (*professeur*): Non, pas vraiment. En ce qui concerne les timbres et autres trucs du genre en général, le détaillant qui est le premier à employer un bon truc accroît ses ventes pendant quelque temps aux dépens de ses concurrents, mais l'équilibre se rétablit dès que les concurrents recourent eux aussi au même truc ou à un autre semblable. Les jeux ne sont pas nécessairement aussi coûteux que les timbres-primés.

Le sénateur CARTER: Mais le principe reste le même.

M. BRANDOW (*professeur*): Je le crois.

Le sénateur CARTER: Si c'était éliminé et si tout le monde était sur le même pied, le consommateur y gagnerait.

M. BRANDOW (*professeur*): Je pense que c'est bien clair.

M. WHELAN: Monsieur le président, je veux d'abord poursuivre les questions touchant l'énoncé du témoin selon lequel les politiciens appuient les cultivateurs. N'admettez-vous pas que le cultivateur ou producteur de vivres qui réussit aujourd'hui est à la fois, homme d'affaires, directeur, cultivateur, banquier, tout cela combiné en un seul homme? S'il est purement cultivateur au sens que nous avons l'habitude de donner à ce terme, il ne subsistera pas longtemps.

M. BRANDOW (*professeur*): Oui, l'agriculture est devenue aujourd'hui une entreprise commerciale. Certains éleveurs ou engraisseurs de bestiaux qui ont comparu devant notre Commission se sont donné du mal pour établir qu'ils étaient des hommes d'affaires.

M. WHELAN: Ne pensez-vous pas que les politiciens seraient plus sages de faire attention aux cultivateurs plutôt qu'aux professeurs?

M. BRANDOW (*professeur*): J'allais dire...

Le coprésident M. BASFORD: Je vous signale à regret, professeur, que nous n'avons pas de *Cinquième amendement* au Canada!

M. BRANDOW (*professeur*): J'allais dire que j'hésiterais à donner des conseils à des politiciens quant aux gens à qui faire attention, mais lorsqu'on met les professeurs sur la sellette...

En ce qui concerne les États-Unis, je puis dire au moins que d'après la statistique agricole nous tendons à dire que les cultivateurs dont les ventes dépassent le chiffre de \$10,000 sont des cultivateurs commerciaux. Ces cultivateurs produisent les trois quarts environ de l'ensemble des produits mis sur le marché, mais leur nombre est considérablement dépassé par celui des cultivateurs qui produisent moins de \$10,000. A qui le politicien devra-t-il faire attention? C'est votre problème.

M. WHELAN: Avez-vous une idée de ce que votre gouvernement dépense par habitant en subventions versées aux producteurs vivriers pour l'alimentation?